

ACCESSIBLE ?

POUR UNE
ALIMENTATION
DURABLE
ACCESSIBLE
À TOUS



L'AUTODIAGNOSTIC



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORÊT



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
"Développement agricole et rural"



ACCESSIBLE ?

UN PROJET DE RECHERCHE-ACTION

Le projet « Accessible : initiatives pour un accès à l'alimentation de qualité et durable pour tous » (2016-2019) est un projet de recherche-action piloté par Réseau CIVAM.

Il est financé par le Ministère de l'agriculture (AAP Casdar Innovation et Partenariat) et la Fondation Carasso. Il a pour partenaires les structures suivantes : UNCCAS, Armée du Salut, FNAB, FR CIVAM Auvergne, CIVAM du Finistère, CIAS d'Aunis, Palais de la femme, GESRA, CIVAM de la Drôme, FR CIVAM Occitanie, Ardear Rhône-Alpes, INRA Montpellier, CREAM Montpellier, Chaire Alimentations du monde de l'UNESCO, LISST-Dynamiques Rurales, IRTS Montpellier, CFPPA de Segré et de Bourg-en-Bresse.

La finalité du projet Accessible est de favoriser l'accès, autonome et non stigmatisant, de tous à une alimentation sûre, diversifiée, en quantité suffisante, de bonne qualité gustative et nutritionnelle, et produite dans des conditions socialement, économiquement et écologiquement durables.

Pour cela, le projet a été divisé en trois axes de travail :

- **Étudier des initiatives d'accès de tous à une alimentation durable**, en identifier les freins et proposer des pistes pour outiller les acteurs
- **Expérimenter de nouvelles formes de partenariat entre agriculteurs et citoyens** – avec un focus sur les familles à petits budgets (6 terrains d'expérimentations AcceCible)
- **Diffuser et alimenter le débat public sur l'accès à l'alimentation**, notamment par la formation.

EN SAVOIR +

CIVAM.ORG



INTRODUCTION

<i>Pourquoi un outil d'autodiagnostic?</i>	2
<i>Les 4 dimensions de l'autodiagnostic</i>	4
<i>Comment est construit l'outil d'autodiagnostic?</i>	6
<i>Méthodologie d'animation</i>	8
<i>L'autodiagnostic, et après?</i>	10

LES 4 DIMENSIONS

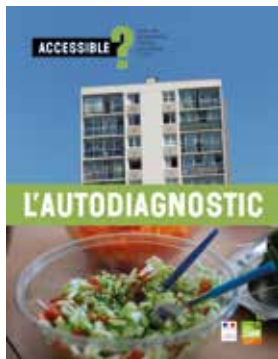
1. LA QUALITÉ	13
Synthèse de la qualité	20
2. LA PARTICIPATION	23
Synthèse de la participation	30
3. L'AGRICULTURE	33
Synthèse de l'agriculture	42
4. L'AUTONOMIE	45
Synthèse de l'autonomie	62
<i>Synthèse générale</i>	64

RESSOURCES

1 <i>L'agriculture durable</i> par Romain Dieulot	68
2 <i>L'aide alimentaire</i> par Mélanie Théodore	71
3 <i>Le don</i> par Bénédicte Bonzi	74
4 <i>Le droit à l'alimentation</i> par Magali Ramel	76
5 <i>L'État nourricier</i> par Agnès Terrieux	78
6 <i>Le gaspillage alimentaire</i> par Mélanie Théodore	80
7 <i>Labels et circuits courts</i> par Anne-Emmanuelle Fiamor	83
8 <i>Nutrition, santé et pauvreté</i> par Nicole Darmon	86
9 <i>La Politique Agricole Commune, dite « PAC »</i> par Jean-Claude Balbot	90
10 <i>Précarité et agriculture</i> par Patrick Bougeard	92
11 <i>Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)</i> par Pascal Aubrée	95
12 <i>La qualité</i> par Anne-Emmanuelle Fiamor et Bernard Mondy	97
13 <i>La sécurité sociale de l'alimentation</i> par Mathieu Dalmais	100
14 <i>Territoire et alimentation</i> par Jean-Claude Balbot	103
15 <i>Violences alimentaires</i> par Bénédicte Bonzi	106
<i>Les autres outils Accessible</i>	108



Le réseau des CIVAM est un acteur associatif du développement agricole et rural qui œuvre depuis soixante ans pour des campagnes vivantes et solidaires
Réseau CIVAM-Campagnes vivantes – 58, rue Régnault 75013 Paris
Tél. 01 44 88 98 64 / civam.org



POURQUOI UN OUTIL D'AUTODIAGNOSTIC ?

CONSTATS INITIAUX

- Les critères de durabilité de l'agriculture¹ ne prennent pas suffisamment en compte l'accès de tous à l'alimentation.
- L'aide alimentaire est bien souvent la seule réponse aux difficultés d'accès à l'alimentation.
- L'aide alimentaire est stigmatisante et ne répond pas aux enjeux démocratiques.
- Il existe une méconnaissance réciproque des conditions de la production et de la consommation.

1. Voir *Agriculture durable*, p. 68.

UN OUTIL NÉ DU PROJET ACCESSIBLE

Au cours du projet Accessible, nous avons constaté l'insatisfaction d'une partie des consommateurs, notamment les plus démunis, quant à leur alimentation, et d'une partie du monde agricole quant à sa capacité à répondre à l'exigence de « nourrir le Monde »¹. Le projet a permis d'interroger une quinzaine d'initiatives qui entendaient construire leurs propres solutions face à cette insatisfaction. Il a permis aussi d'accompagner la réalisation de six expérimentations locales. Les enquêtes ont montré que beaucoup de ces actions peinent à prendre en compte l'ensemble des dimensions de l'accès à l'alimentation et en particulier à penser conjointement les difficultés d'accès et la question agricole.

Il en est ressorti de la part des acteurs le besoin de s'outiller pour autoévaluer les démarches et envisager collectivement des pistes d'amélioration. Comment évaluer une initiative dont l'ambition est de favoriser l'accès à l'alimentation pour tous ? Par quels aspects une initiative répond-elle ou non à l'enjeu de l'accès à une alimentation durable pour tous ?

1. « Nourrir le Monde », slogan porté pendant longtemps par le syndicat majoritaire, la FNSEA, renvoie à la « vocation exportatrice de la France ». Il s'agit d'une posture déjà largement critiquée pour ses conséquences sur le commerce mondial, mais qui prend une tournure ironique lorsqu'on sait que ce modèle agricole échoue à nourrir tout le monde, ses producteurs et la population dans son ensemble.

Pour rassembler nos travaux autour de ces questions, nous nous sommes appuyés sur une méthodologie de travail pluridisciplinaire : plusieurs groupes de travail composés d'acteurs de terrain et de chercheurs en sciences sociales se sont réunis régulièrement pendant près de deux ans.

UN OUTIL POUR QUOI ?

L'outil est avant tout destiné à nourrir et animer le débat au sein d'une initiative. Par leurs échanges les acteurs concourent à évaluer dans quelle mesure leur initiative répond aux critères de l'alimentation durable, tels que nous les avons définis au sein du projet Accessible. Ces critères peuvent être discutés.

Établir des critères c'est proposer des définitions, des objectifs à atteindre, c'est donc une démarche politique.

L'outil d'autodiagnostic doit servir à prendre du recul. Il doit jouer le rôle de poil à gratter, faire naître les questionnements, « faire visiter les espaces auxquels les gens ne pensent pas », « pousser à l'ouverture ». Il doit aussi permettre d'identifier ce qui fonctionne, en être fier, le partager.

À QUI S'ADRESSE L'OUTIL ?

L'outil s'adresse aux acteurs des initiatives² qui ont pour ambition de rendre accessible une alimentation durable à tous, notamment à des publics qui rencontrent des difficultés d'accès à l'alimentation. « Notre initiative est trop jeune, il n'y a pas encore d'action à évaluer » ; « Les personnes qui étaient là au début du programme sont parties depuis longtemps, on n'a plus les éléments histo-

2. Autodiagnostic des « initiatives » : projets, dispositifs, initiatives, expériences, expérimentations, actions... plusieurs termes pourraient être employés pour qualifier ces regroupements d'acteurs, ces structures qui se montent ou revoient leur fonctionnement en vue de garantir l'accès de tous à l'alimentation durable. Nous avons retenu le terme « initiatives ». Il reflète pour nous la volonté des personnes qui, insatisfaites du fonctionnement existant et des réponses apportées aujourd'hui, ont choisi de bâtir localement leurs solutions. Pour faciliter la lecture des questions, il peut à tout moment être remplacé par le nom de l'initiative. Exemple : « Comment avez-vous découvert l'initiative ? » « Comment avez-vous découvert les Paniers du bout du champ ? ».

LES OBJECTIFS

Pour les initiatives, l'autodiagnostic répond à quatre objectifs :

- Animer le débat multi acteurs, faciliter l'expression de tous, croiser les regards.
- Renforcer la compréhension des enjeux liés à l'accès à l'alimentation, par l'apprentissage mutuel et la découverte.
- Fixer des objectifs collectifs d'amélioration du projet.
- Porter la question de l'alimentation pour tous au débat public et partager les expériences acquises.

Pour les CIVAM, il répond aussi à un objectif :

- construire un plaidoyer et porter la question de l'alimentation pour tous à toutes les échelles, du producteur au consommateur.

riques ». L'autodiagnostic a vocation à s'adapter aux différentes étapes de vie d'un projet. Il peut se faire au lancement d'un projet – c'est alors un moyen pour les parties prenantes du projet de se positionner dans leurs souhaits – ou pendant le déroulement du projet, pour faire le bilan des premières réalisations et identifier les points d'amélioration à apporter au projet en cours. Il permet à toutes les étapes d'un projet de faciliter la prise de parole et la prise de responsabilité des acteurs, en même temps qu'il invite à questionner la complexité de la notion d'accès à l'alimentation. Il peut être réalisé plusieurs fois dans le temps.

Au sein de l'initiative l'outil s'adresse à tous. Il a été conçu pour être pris en main par un animateur et être utilisé avec tous les acteurs du projet. La toute première étape du diagnostic est de lister les acteurs qui participent à l'autodiagnostic et les acteurs qui sont absents. C'est une donnée qui devra être prise en compte dans la lecture des résultats.

Le champ d'application de l'outil étant vaste, toutes les questions ne correspondront pas à toutes les situations ou à tous les acteurs. Le soin est laissé à l'animateur de faire le tri³.

Mais l'autodiagnostic s'adresse avant tout à ceux qui ont envie de prendre du temps, pour réfléchir au projet auquel ils participent et à leurs pratiques. ■

3. Voir *Méthodologie d'animation*, p.8.

UN OUTIL, 4 DIMENSIONS

QU'EST CE QUI CARACTÉRISE L'ACCÈS À L'ALIMENTATION DURABLE POUR TOUS ?

Quatre dimensions se sont dégagées du projet.

Elles constituent des horizons à prendre en compte. Elles ont été sélectionnées pour leur importance, leur récurrence, leur rôle-clef dans la réussite de certaines initiatives ou au contraire la mise en difficulté d'autres. Elles ont été débattues, et définies par les partenaires – ces débats viennent enrichir le document de témoignages. Les 4 dimensions retenues sont les suivantes :

1. LA QUALITÉ

2. LA PARTICIPATION

3. LA QUESTION AGRICOLE

4. L'AUTONOMIE

Les quatre dimensions s'imbriquent. Même si, par souci de clarté, nous avons tracé une frontière nette entre les dimensions, elles sont à penser conjointement, car elles sont reliées.

QUID DE LA DURABILITÉ ?

La question de construire une cinquième dimension autour de la durabilité s'est posée, elle n'a pas été retenue.

Nous avons choisi de considérer la durabilité comme une notion transversale. La durabilité de l'alimentation ne pourra être atteinte que si chacune des dimensions traitée est abordée sous l'angle de la durabilité. Il n'y aura pas d'alimentation durable si la durabilité environnementale, économique et sociale de l'agriculture n'est pas assurée. Il n'y a pas de durabilité sociale de l'agriculture sans un accès durable de tous à l'alimentation.

La durabilité de l'accès à l'alimentation est un questionnement primordial pour les personnes les plus vulnérables face à des dispositifs parfois limités dans le temps. La question de la durabilité est donc multidimensionnelle.



1. LA QUALITÉ ?

L'alimentation structure les rapports sociaux. Elle permet de se situer par rapport à soi-même et son éco-système¹, mais aussi par rapport au groupe et à la société, puis par rapport aux autres sociétés. L'aliment est fait de nutriments mais aussi (et surtout!) de sens. C'est ce que nous entendons par qualité: la capacité à répondre aux fonctions sociales, religieuses, culturelles, gustatives, conviviales, parentales, symboliques et citoyennes de l'alimentation; tout en gardant à l'esprit les exigences sanitaires et nutritionnelles.

NOTRE PARTI-PRIS

- **Réinscrire l'alimentation dans un cadre collectif et politique.** En effet, l'accroissement de la part des individus dans la décision alimentaire au détriment du collectif est un élément caractéristique de ces cinquante dernières années. Dans cette logique, l'alimentation n'est que rarement pensée dans sa dimension sociale, comme un ensemble de pratiques réglées par des usages collectifs, des représentations, des interactions, des normes, des règles, des rituels.
- **Nous avons fait le choix de peu aborder la dimension nutrition/santé pourtant primordiale.** De nombreuses ressources universitaires et pédagogiques existent déjà².
- **Ne pas proposer une définition fermée de la qualité pour éviter l'écueil du discours injonctif sur ce qu'est la bonne alimentation.**

1. « Ecosystème » est entendu au sens d'espace environnemental, économique, social et culturel.

2. Voir Ressource 8, *Nutrition-Santé et pauvreté*.



2. LA PARTICIPATION ?

La notion de participation recouvre l'ensemble de ce qui permet le processus démocratique dans les initiatives. La participation recouvre ainsi la possibilité de s'exprimer et d'agir au sein de l'initiative et le temps passé à y faire quelque chose. Elle se rapporte au fait « d'être concerné par » et « d'avoir la marge de manœuvre de ». La participation inclut plusieurs dimensions dont une dimension économique: don, participation économique selon ses revenus. La participation peut être ainsi appréhendée à travers trois modalités liées entre elles: « Prendre part à / Contribuer à / Bénéficier de ».

NOTRE PARTI-PRIS

- **Remettre les mangeurs et les producteurs au cœur du système alimentaire.**
- **Penser la participation au-delà de sa forme institutionnelle.**
- **Penser la participation comme forme de la démocratie.**
- **Éviter les injonctions à la participation qui peuvent éloigner certains publics.**



(P. 33)

3. L'AGRICULTURE ?

Le système alimentaire est défini comme la « manière dont les hommes s'organisent pour obtenir et consommer leur nourriture »¹ et il faudrait ajouter : et gérer les déchets liés à cette activité. Il comprend toutes les activités de production, distribution et consommation. Dans ce cadre, la prise en compte de la question agricole est entendue au sens large : de la prise en compte du système de production à l'interaction entre les agriculteurs et les consommateurs qui conduisent à une meilleure compréhension et à une meilleure appréhension du métier d'agriculteur et des modèles agricoles, et qui conduisent également à des transformations du métier d'agriculteur / des façons de consommer.

NOTRE PARTI-PRIS

- *Penser la question de l'accès pour tous en amont de la production et non en aval.*
- *Faire apparaître les liens entre problématiques agricoles et problématiques sociales.*
- *Faire apparaître le poids des politiques publiques dans les orientations agricoles.*
- *Montrer que la complication et la division du travail agricole ont contribué à l'éloigner des citoyens, à le rendre difficile d'accès et de compréhension.*

1. Malassis, 1994.



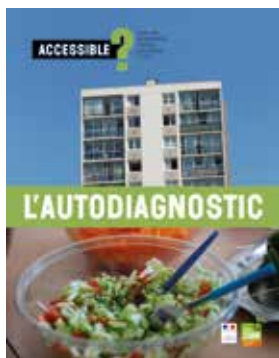
(P. 45)

4. L'AUTONOMIE ?

L'autonomie, comprise comme la capacité à se gouverner soi-même, selon ses propres choix, est une aspiration commune dans les sociétés contemporaines. Elle est posée comme constitutive du respect de la personne et de sa dignité et doit redonner à tous l'estime de soi. **L'autonomie, inséparable d'un cadre économique, social, culturel contraignant,** exige la possibilité de rendre ce cadre discutable. Elle suppose donc la capacité à comprendre les contraintes et à les critiquer.

NOTRE PARTI-PRIS

- *Penser l'autonomie par le collectif : c'est à travers la mutualisation des expériences, l'appropriation de cadres de références, d'outils, etc. remobilisables par l'individu en fonction du contexte et de son propre cheminement, que chacun pourra s'inscrire dans un processus de changement et gagner en autonomie.*
- *Revendiquer l'intervention de l'État dans le domaine alimentaire : il est légitime et souhaitable que l'action publique vienne soutenir les initiatives d'accès à l'alimentation.*
- *Revendiquer l'application du droit à l'alimentation. La garantie de ce droit fondamental conditionne la réalisation de l'autonomie des personnes.*
- *Éviter les injonctions à l'autonomie.*



COMMENT EST CONSTRUIT L'OUTIL D'AUTODIAGNOSTIC ?

UN OUTIL D'ANIMATION

L'autodiagnostic ne peut être fait « dans son coin », c'est un autodiagnostic « animé » ou « partagé » ; ce qui suppose une capacité d'animation. Sa pertinence se trouve dans la démarche collective.

L'animation peut être portée par une ou plusieurs personnes, animateur professionnel ou simples membres du groupe, ayant fait la démarche de se former à l'exercice.

L'outil nécessite d'être adapté au contexte de l'initiative, aux participants, au temps disponible. L'animation peut prendre des formes variées. Le ou les animateurs disposent donc d'une grande marge de manœuvre.

LES TROIS TEMPS DE L'ANIMATION

• L'ACCROCHE

Chaque dimension commence par une « proposition d'accroche », c'est à dire une animation initiale qui permet d'entrer dans le sujet, de comprendre les grands enjeux de la dimension et de poser des éléments de définition de manière partagée.

LA FORMATION

La prise en main de l'outil nécessite de se familiariser avec sa logique propre mais aussi de s'approprier le sujet dans toutes ses composantes. Un programme de formation de deux jours a été construit pour faciliter cette démarche. Il est organisé autour du transfert des principaux enseignements du projet Accessible, mais aussi autour de l'échange entre pairs, avec des partenaires ayant contribué à la construction et au test de l'outil.
En savoir plus : civam.org

• LES QUESTIONS

Chaque dimension se décline ensuite en une série de questions destinées à animer le débat.

Il y a des questions attachées à l'initiative, mais dont tout le monde n'a pas forcément la même perception et il y a des questions attachées aux personnes, qui nécessitent des réponses individuelles suivies d'un travail de mise en commun.

Les questions permettent de dresser l'état des lieux

Le choix peut être fait, pour agréger les opinions individuelles et favoriser la vision d'ensemble, de noter les questions. Nous proposons par exemple un barème de 0 à 5 (« êtes-vous satisfait des produits distribués ? ») et une lecture à l'aide de la moyenne ou de la médiane. L'animateur peut choisir de collecter les réponses en amont d'un temps de débat via un questionnaire.

Les questions permettent de débattre

Les ressources sont là pour expliciter et ouvrir les questions. Elles permettent à l'animateur d'alimenter le débat, les ressources bibliographiques permettent d'aller plus loin. Chaque question ne peut pas donner lieu à un débat, mais si l'une d'entre elles fait l'objet d'interrogations ou de désaccords importants, il semble approprié de la développer en s'appuyant sur les ressources.

Une réflexion doit être menée en amont sur les espaces de paroles appropriés, tous les éléments n'ont pas forcément vocation à être discutés en collectif.

LES TÉMOIGNAGES

Les témoignages qui sont dans le présent document proviennent pour la plupart des différentes initiatives rencontrées ou accompagnées durant le projet. Pour en savoir plus sur ces initiatives : civam.org

• **LES TEMPS DE SYNTHÈSE**

De nombreuses portes peuvent avoir été ouvertes au cours des débats, il est nécessaire de recentrer le propos, poser des conclusions provisoires, prioriser les axes de travail. À la fin de chaque dimension et à la fin de l'ensemble de l'autodiagnostic, des pistes sont proposées pour construire une synthèse des échanges.

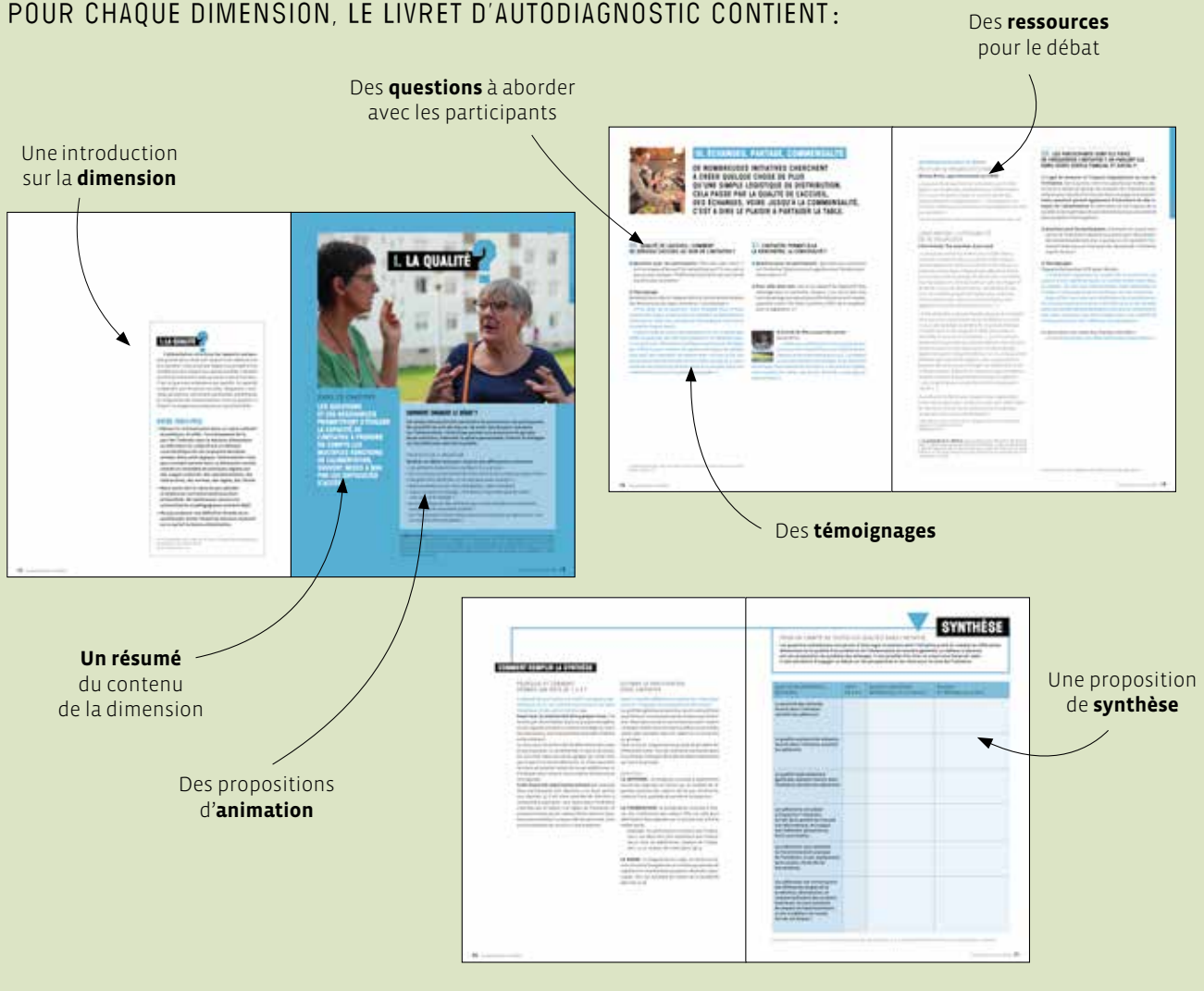
La synthèse de fin de dimension permet de clore provisoirement une série de questions, d'en proposer une synthèse visuelle ou chiffrée, d'agréger la diversité des perceptions.

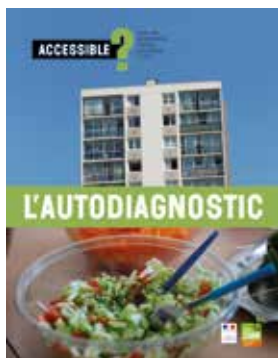
La synthèse finale doit permettre de répondre à deux questions : qu'est-ce que le groupe retient des échanges? Qu'est-ce que le groupe se fixe comme objectifs pour l'avenir?

Il n'y a donc pas de synthèse-type ou de conclusions prédéfinies, il incombe au groupe de réaliser sa synthèse et à partir de là, de se fixer des objectifs pour améliorer l'accès pour tous à une alimentation de qualité et durable dans leurs initiatives.

La synthèse est aussi la première étape pour échanger avec d'autres : initiatives ayant mené la même démarche d'autoévaluation, pairs, publics, financeurs, décideurs... ■

POUR CHAQUE DIMENSION, LE LIVRET D'AUTODIAGNOSTIC CONTIENT :





MÉTHODOLOGIE D'ANIMATION

ABORDER LES DIFFICULTÉS INTERNES À LA MISE EN ŒUVRE DE L'OUTIL

La première étape pour les initiateurs de l'autodiagnostic est de s'interroger sur le contexte interne ou partenarial dans lequel il va être mis en œuvre :

• LES TENSIONS

Y a-t-il des tensions préexistantes entre acteurs ou structures qui pourraient limiter la participation ou rendre les débats difficiles ?

Remarque – Il serait dommage de vouloir gommer les divergences pour réaliser un « bon autodiagnostic », l'outil peut au contraire permettre d'explicitier les tensions existantes, comprendre les positions de chacun et l'origine de points d'achoppement.

• LES ACTEURS

Quels acteurs participent à l'autodiagnostic ?

Quelles sont leurs relations hiérarchiques, y a-t-il des relations de dépendance ? Quelles répercussions peut avoir la parole portée (par exemple : est-ce que la personne dépend du dispositif sur lequel on lui demande son avis) ? Est-ce que celui qui anime a par ailleurs une position d'autorité par rapport à certains participants (par exemple un travailleur social par rapport aux personnes dont il assure le suivi social, le directeur par rapport à son équipe, le financeur...)?

Remarque – Cette question est essentielle. Les différences de positions entre les acteurs, notamment les habitudes de parole et la perception des risques encourus, peuvent fausser l'expression en collectif. Le but n'est pas de vouloir nier les asymétries par des déclarations de principe (« dans le cadre de l'autodiagnostic nous nous exprimons tous à égalité, il n'y a plus de bénéficiaires et de travailleurs sociaux »), mais de les identifier et de les prendre en compte afin d'éviter les biais dans le recueil des expressions. Cela peut passer par le recours à un animateur extérieur ou par des temps de travail en groupes de pairs (cf. infra).

Remarque – L'autodiagnostic ne peut pas être une injonction.

Quels acteurs sont absents ?

Remarque – Le ou les initiateurs de l'autodiagnostic vont identifier et mobiliser les acteurs qui gravitent autour de l'initiative : Qui n'a pas répondu présent, pour quelles raisons ? Qu'est-ce que cela révèle ? Qui a-t-on oublié d'inviter ? Cette question peut être posée à l'ensemble des présents en début de réunion. Ce bilan peut aussi être fait en fin de travail « finalement nous avons parlé de telle structure mais nous n'avons pas pensé à elle au départ ».

TEMPS NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE D'UN AUTODIAGNOSTIC

Il n'y a pas de format type. Le temps d'animation est lié à l'étendue de l'initiative, la taille du groupe (nombre de participants), les choix d'animation qui sont faits, les moyens disponibles. Notons néanmoins quelques points d'attention :

• **Un temps de travail important est à prévoir en amont** pour mobiliser les acteurs, prendre en main l'outil, l'adapter, choisir les méthodes d'animation.

• **L'outil peut difficilement être pris en main lors d'une seule réunion collective.** Nous prenons le parti d'être dans un processus assez long. Son utilisation idéale s'étale dans le temps, cela permet de cibler les éléments à approfondir, revenir dessus et faire mûrir les conclusions.

• **Il n'y a pas un temps mais des temps de l'autodiagnostic.** Il convient d'articuler des temps en individuel, en groupe ou en collectif. Il peut être intéressant aussi de circonscrire les débats (par exemple une rencontre = une dimension), et de prendre des temps de synthèse.

• **Lorsque le temps est limité, il est sans doute préférable de ne pas aborder toutes les dimensions et toutes les questions, cibler les plus pertinentes et prendre le temps de les approfondir.**

PISTES D'ANIMATION

L'outil a été testé par six initiatives dans des contextes divers. Des choix différents ont été réalisés. D'autres ont été suggérés. Ainsi la taille des groupes, le format des échanges, le calendrier de travail, l'articulation des temps individuels et collectifs sont à définir et adapter par l'animateur en lien avec le groupe. Il en va de même pour le choix des outils, les méthodes d'animation, le choix des parties à approfondir.

Il est donc difficile de proposer une animation-type, ou même une évaluation du temps nécessaire. Une formation¹ permettra d'aller plus loin sur cette question, de bénéficier de retours d'expériences, de construire son animation.

QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION

- **L'autodiagnostic peut être animé sur un calendrier « serré » avec plusieurs rencontres sur une semaine, ou étalé** avec des rencontres qui s'échelonnent sur plusieurs semaines voire mois. Il faut néanmoins veiller à ne pas perdre la dynamique de travail, ni saturer le groupe.

- **Le choix peut être fait de consacrer une journée de travail à chaque dimension et une journée de synthèse générale.** On peut aussi choisir d'abord une première fois les 4 dimensions (par exemple en réalisant les animations de début de chapitre, ou en invitant chacun à répondre à des questions par écrit) puis cibler des points précis de débat pour les rencontres suivantes.

- **Si le groupe est très hétérogène** ou peu habitué au format de réunion, il est conseillé de passer un temps long sur l'accroche (animation présentée en début de chapitre), qui permet d'introduire le sujet de manière dynamique et collective.

- **Il ne faut pas hésiter à articuler les temps individuels, en sous-groupe, en collectif.** Le choix peut être fait d'interroger en individuel les acteurs, soit par questionnaire soit par interview, avant de définir les contenus des travaux collectifs. Le choix peut-être fait de travailler dans un premier temps par groupes de pairs avant restitution et définition d'une ligne collective. À l'inverse, il est également possible, après un temps collectif, d'organiser le travail en atelier. Pour agréger les travaux de groupes séparés, il peut être intéressant de demander aux groupes de procéder à une notation argumentée des questions.

- **Le format en plénière n'est pas toujours le plus adéquat pour faciliter l'expression.** Même dans les temps collectifs il est possible d'envisager des outils d'expression, par exemple des formes de « votes » qui ne nécessitent pas la prise de parole.

1. Voir encadré *La formation*, p. 6.

CROISER LES EXPÉRIENCES

L'expérience actuelle de mise en œuvre de l'autodiagnostic révèle que les acteurs adaptent l'outil à leurs besoins et en fonction de leurs bagages préalables. Le risque pourrait être alors de ne pas « sortir de sa zone de confort ». Néanmoins, un apport essentiel du test a été que plusieurs diagnostics se sont déroulés sur la même échelle de temps et que les groupes ont pu échanger entre eux. Chacun a pu voir comment les autres se sont appropriés l'outil et re-questionner ses propres conclusions. Il y a donc pour nous un réel intérêt à ce que plusieurs groupes démarrent en même temps et puissent échanger au cours de leurs travaux. ■

TÉMOIGNAGE

« J'ai utilisé une animation pour traiter les quatre parties au cours de cette réunion de deux heures en l'adaptant. J'ai mixé l'outil « Petite histoire grande histoire » avec une frise chronologique. Cet outil (grande histoire petite histoire) a pour but de mettre sur papier l'histoire vécue des gens en parallèle de la grande histoire (celle de l'histoire de l'humanité, rien que ça !). Durant 10-15 minutes les participants de la réunion ont dû mettre sur papier leur rapport à l'alimentation, l'histoire de leur réflexion sur ce sujet, les moments du projet Accessible positifs ou négatifs. Puis les restituer à l'oral devant tout le monde, en parler, débattre, pendant que je restituais les éléments sur une frise chronologique. Le livret d'autodiagnostic m'a permis de relancer le groupes sur différents sujets afin de n'oublier aucun aspect de la question. »

Isaure, salariée au CIVAM 29 – Pour voir de quel outil je me suis inspirée : scopepave.org (> Petite histoire, grande histoire)

CERCLE D'EXPRESSION, CONFIANCE ET CONFIDENTIALITÉ

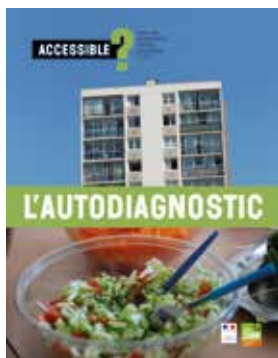
Tout ne peut s'exprimer en collectif.

L'animateur a la charge, avec les personnes concernées, de définir les bons cercles d'expression.

Les questions alimentaires touchent aux sphères personnelles et à l'intime. Les groupes de pairs¹, notamment pour les personnes en position d'être « bénéficiaires » d'un dispositif, peuvent permettre d'échanger sur des questions qui touchent à la vie personnelle sans tomber dans l'écueil d'un recueil d'information intrusif.

Au sein d'une initiative existent aussi des hiérarchies et des jeux de pouvoir. L'animateur s'assure, avec le groupe, de faire remonter de manière indépendante et confidentielle les éléments qui pourraient mettre en difficulté les participants qui les livrent.

1. Un groupe de pairs est un groupe présentant des caractéristiques communes. Ici ce pourrait être des groupes qui vivent une même situation : celle de livrer les produits, celle d'en bénéficier, celle de les donner. Une réflexion préalable est à mener sur le contour pertinent du groupe. Attention, faire un groupe de pairs ne garantit pas toujours l'absence de hiérarchie.



L'AUTODIAGNOSTIC, ET APRÈS ?



LE MOT DU RÉSEAU CIVAM

Par Jean-Claude Balbot

administrateur référent du projet Accessible

Les paysans de Réseau CIVAM construisent depuis de nombreuses années un outil d'évaluation de la durabilité de la production agricole. Cet outil est à disposition de tous. Il est aujourd'hui largement utilisé et plébiscité dans l'enseignement agricole. Il propose des critères de durabilité de nos pratiques agronomiques. Ces critères sont à chercher dans l'augmentation de la plus-value et la mise œuvre de « bonnes pratiques » environnementales. Au cours de ce travail, nous avons constaté que l'alimentation est devenue une source d'insatisfaction croissante et d'appauvrissement, des producteurs comme des consommateurs.

NOURRISSONS LE DÉBAT

UN OUTIL POLITIQUE, SCIENTIFIQUE ET DE REVENDICATION

La réalisation de l'autodiagnostic permettra, nous l'espérons, aux initiatives de prendre du recul sur leur action. Mais parce que tout ne dépend pas de la seule volonté des initiatives, notre ambition est également que les réflexions menées par chaque collectif puissent nourrir un débat plus vaste sur l'alimentation et contribuer au changement des politiques agricoles et alimentaires actuelles. Nous souhaitons que ces travaux puissent devenir un outil politique, scientifique et de revendications.

Ainsi il apparaît primordial que les initiatives puissent faire remonter leurs résultats auprès du réseau CIVAM, et participer à un travail collectif et multipartenarial. Nous revendiquons ainsi de multiplier notre capacité d'agir et de s'engager.

Par ailleurs tous les retours sur l'outil lui-même nous permettront de l'améliorer.

Dans ces conditions, la pratique agricole ne sera durable que si son résultat est accessible à tous, que si la nourriture est accessible à tous.

C'est en nous référant à cette conviction que nous avons construit un outil d'autodiagnostic des initiatives de distribution alimentaire.

Au fur et à mesure de sa construction, il nous est apparu que le moteur de cette analyse était l'engagement collectif. Parce que nous savons que les plus grandes injustices sont celles que nous vivons chacun de notre côté, nous pensons que seule la recherche et le travail en commun sont susceptibles d'augmenter nos connaissances et notre puissance d'agir.

Des politiques publiques coûteuses forcent à la concentration des moyens de la production et encouragent l'accumulation du capital d'exploitation. Les campagnes se désertifient, les conditions de travail se dégradent et la qualité de la nourriture diminue. Cela concerne une part toujours plus importante de la population, y compris des personnes éloignées de la production agricole (consommateurs, travailleurs sociaux, enseignants, entre autres). Pour que nous puissions appréhender la complexité du système alimentaire dans son ensemble, il nous faudra connaître les conditions concrètes d'existence de tous et de chacun. Nous espérons que cet outil participera à cette découverte et qu'il consolidera la place que nous occuperons dans le débat public.

Faites-nous connaître vos résultats et vos commentaires. C'est en fabriquant un outil commun que nous pouvons participer à la transformation indispensable du mode actuel de production, transformation, distribution et consommation de la nourriture. ■



LES 4 DIMENSIONS



1. LA QUALITÉ

L'alimentation structure les rapports sociaux.

Elle permet de se situer par rapport à soi-même et son éco-système¹, mais aussi par rapport au groupe et à la société, puis par rapport aux autres sociétés. L'aliment est fait de nutriments mais aussi (et surtout!) de sens. C'est ce que nous entendons par qualité: la capacité à répondre aux fonctions sociales, religieuses, culturelles, gustatives, conviviales, parentales, symboliques et citoyennes de l'alimentation; tout en gardant à l'esprit les exigences sanitaires et nutritionnelles.

NOTRE PARTI-PRIS

- ***Réinscrire l'alimentation dans un cadre collectif et politique. En effet, l'accroissement de la part des individus dans la décision alimentaire au détriment du collectif est un élément caractéristique de ces cinquante dernières années. Dans cette logique, l'alimentation n'est que rarement pensée dans sa dimension sociale, comme un ensemble de pratiques réglées par des usages collectifs, des représentations, des interactions, des normes, des règles, des rituels.***
- ***Nous avons fait le choix de peu aborder la dimension nutrition/santé pourtant primordiale. De nombreuses ressources universitaires et pédagogiques existent déjà².***
- ***Ne pas proposer une définition fermée de la qualité pour éviter l'écueil du discours injonctif sur ce qu'est la bonne alimentation.***

¹. «Ecosystème» est entendu au sens d'espace environnemental, économique, social et culturel.

². Voir Ressource 8, *Nutrition-Santé et pauvreté*.

1. LA QUALITÉ ?

DANS CE CHAPITRE
LES QUESTIONS
ET LES RESSOURCES
PERMETTRONT D'ÉVALUER
LA CAPACITÉ DE
L'INITIATIVE À PRENDRE
EN COMPTE LES
MULTIPLES FONCTIONS
DE L'ALIMENTATION,
SOUVENT MISES À MAL
PAR LES DIFFICULTÉS
D'ACCÈS.

COMMENT ENGAGER LE DÉBAT ?

Un temps introductif doit permettre de questionner les participants, de recueillir les avis de chacun, de sortir des discours convenus sur l'alimentation. Cette étape permet aux personnes du groupe de se connaître, d'aborder la sphère personnelle, d'ouvrir le dialogue sur les différents sens de la qualité.

PROPOSITION D'ANIMATION

Réaliser un débat mouvant¹ à partir des affirmations suivantes :

- « Les aliments étaient bien meilleurs il y a 50 ans. »
- « On n'a jamais autant parlé de nourriture et de cuisine qu'aujourd'hui. »
- « Les gens sont difficiles, on ne sait plus quoi cuisiner. »
- « Nous sommes ce que nous mangeons. » (Jane Goodall)
- « Savoir ce que l'on mange, c'est moins important que de savoir avec qui on le mange. »
- « Je mange souvent des aliments qui ne me satisfont pas vraiment, que je juge de mauvaise qualité. »
- « J'ai l'impression d'avoir beaucoup de contraintes qui pèsent sur moi en matière d'alimentation. »

1. Débat mouvant : les participants sont debout dans un espace dégagé, vous désignez une ligne imaginaire. Vous leur soumettez une affirmation, les participants qui sont complètement d'accord se positionnent à l'une des extrémités de la ligne, ceux qui ne sont pas du tout d'accord à l'autre extrémité. Il est possible de se positionner entre les deux. Vous passez la parole aux différents participants pour qu'ils expliquent leur position. Il est possible de changer de position au cours du débat. Plus de détails sur : scop-lepave.org/pour-discuter



I. QUALITÉ DU PRODUIT

LA QUALITÉ EST SOUVENT RÉDUITE À UN LABEL, UNE MARQUE, MAIS SI ON PREND LE TEMPS D'INTERROGER LES CONSOMMATEURS COMME LES PRODUCTEURS, ELLE REVÊT DES FORMES BIEN PLUS COMPLEXES.

La qualité est une notion complexe, qui comporte une part d'appréciation propre à chaque personne.

Dans l'agroalimentaire on va plutôt parler de conformité d'un produit, qui peut renvoyer à un process ou un cahier des charges bien identifié, assurant un produit standard. La qualité correspond alors à la sécurité des produits et à leur aspect, leur calibrage...

Les scandales sanitaires des 30 dernières années, mais aussi les crises agricoles, ou encore les problèmes de santé attribués à une mauvaise alimentation, ont largement contribué à une remise en cause de l'alimentation « industrielle » ou « ultra-transformée ». Les associations de consommateurs sont de plus en plus nombreuses à revendiquer une meilleure qualité d'alimentation, qualité qui comporte une part importante de sens. Les AMAP vont porter leur attention sur le monde paysan, tandis que des associations comme Open Food Facts revendiquent un meilleur affichage des propriétés nutritionnelles des produits.

Ainsi la qualité revêt au moins cinq dimensions : elle peut être organoleptique, sanitaire, nutritionnelle, fonctionnelle, mais aussi symbolique. Elle renvoie également aux fonctions sociales de l'alimentation (socialisation, partage, convivialité...). Enfin, elle permet d'apporter une attention particulière à toute la chaîne de production, transformation, distribution : les conditions du travail qui y est réalisé, les impacts environnementaux...

Voir **Ressource** 12 La qualité

1. Propos recueillis par Mélissa Brocart le 25 juillet 2018, dans le cadre d'un stage au RMT Alimentation locale, axe « Gouvernance alimentaire territoriale », piloté par Réseau CIVAM, l'INRA et l'APCA.

A. QUALITÉ : DE QUOI PARLONS-NOUS ?

Q1. QU'EST-CE QU'UN BON PRODUIT SELON LES PARTICIPANTS ? QU'EST-CE QU'UN PRODUIT DE QUALITÉ ?

■ **Méthode :** Interroger chacun des participants en guise d'introduction.

■ **Question pour les participants :** *Quelles qualités attendez-vous d'un produit pour qu'il vous donne envie de le consommer ?*

■ **Remarques :**

- 1) **Il existe une tension entre la qualité et le bon**, qui ne sont pas synonymes et ne se recouvrent pas complètement.
- 2) **La question de la qualité touche de près aux conditions de la production** et plus largement à toute la chaîne de production, que ce soit d'un point de vue environnemental (protection des sols, respect de la biodiversité...), éthique (bien-être animal...), social (conditions de travail). Ces questions seront plus largement abordées dans le chapitre 3 : *Prise en compte de la question agricole.*

Voir **Ressource** 1 Agriculture durable

Voir **Ressource** 9 PAC

- 3) **Parlant de la qualité d'un produit la discussion peut rapidement englober la qualité de l'alimentation dans son ensemble** (régimes alimentaires, habitudes culturelles autour de la table, temps consacré à la cuisine...), ce sont des éléments qui seront ré-abordés dans les parties suivantes.

■ **Témoignage**

Huguette, ATD Quart Monde :

« Si on mange des patates ensemble en se regardant en face et en ayant la tête haute, on mange aussi bien que si on nous distribue des choux-fleurs et qu'il faut baisser la tête et apprendre à cuisiner ces foutus choux-fleurs que personne n'aime et qu'on va nous distribuer en nous disant c'est bon pour notre santé, vous voyez ce que je veux dire ? La qualité c'est la qualité humaine »¹.

Q1-Ressources pour le débat

AH LES BONS PRODUITS D'ANTAN !

Alain Clément, historien de la pensée économique

«“Ah les bons produits d’antan !” [...] Cette exclamation semble recouvrir de multiples facettes, associant le regret du temps passé aux qualités gustatives des produits et réprouvant de ce fait l’époque moderne qui incarne davantage la banalisation et la marchandisation des produits alimentaires. »

Alain Clément, *Les bons produits d’antan*, Ruralia 10/11 | 2002.

VOILÀ LA DIFFÉRENCE !

Jean-Pierre Coffe, animateur de radio et TV et critique gastronomique

« On va me dire : “Vous êtes un con, vous allez jeter ça”. Oui je le jette, parce que ça c’est honteux, c’est pas de la charcuterie ça, c’est de la merde ! (Il jette les saucisses sur le présentateur, puis en montre d’autres) alors que ça c’est bon, voilà la différence ! ».

Jean-Pierre Coffe, 1992, sur le plateau de La grande famille.

C’EST DÉGUEULASSE !

Christophe Brusset, ingénieur et ancien trader en agroalimentaire

« Un produit de qualité ça ne veut rien dire en lui-même. [...] J’ai discuté avec un fournisseur d’œufs par exemple. Le gars me disait : “Il y a une manie maintenant, c’est d’avoir des œufs de plein air”, et il me dit : “C’est absolument dégueulasse parce que les poules vont pondre dans le pré dans les déjections et on se retrouve à avoir des œufs qui sont extrêmement contaminés par rapport à des œufs en cage qui sont beaucoup plus sains micro-biologiquement”... »

Christophe Brusset, Interview Thinkerview : « L’agroalimentaire vu de l’intérieur : intoxication ? », diffusé le 7 novembre 2019.

Q2. QUELLE EST LA DÉFINITION D’UN BON PRODUIT DANS L’INITIATIVE ? COMMENT S’EST CONSTRUITE CETTE DÉFINITION ? EST-CE QU’ELLE CONVIENT À L’ENSEMBLE DES PARTICIPANTS ?

- **Méthode :** Travailler une réponse collective puis interroger chaque participant sur ce qu’il en pense, réponse possible via une échelle de notation (0 à 5) puis agrégation des résultats.
- **Remarque :** La définition peut être explicite (dans les statuts) ou implicite (se déduit des choix d’achat qui sont faits, du discours des porteurs du projet...)
- **Questions pour les participants :** Dans l’initiative et pour le collectif, qu’est-ce qu’un produit de qualité ? Est-ce que vous êtes d’accord avec la définition de l’initiative ? Est-ce que vous vous retrouvez dans cette définition ?
- **Pour aller plus loin :** Qui l’a définie ? Est-ce que cette définition a évolué dans le temps ?

Q2-Ressource pour le débat

LA SIGNIFICATION SYMBOLIQUE DE L’ALIMENTATION

Jean-Pierre Poulain, sociologue de l’alimentation

« Entre les années 1980 et 2000, la tendance a été de faire évoluer les espèces cultivées pour rechercher des qualités de conservation et d’esthétique des produits. En revanche, cette standardisation de la qualité s’est faite au détriment du goût, qui participe aussi de la qualité. C’est la critique qu’on peut formuler à l’encontre de ce phénomène d’industrialisation. La qualité a une troisième signification, symbolique. Toutes les personnes qui participent à la fabrication, à la production et à la transformation des aliments laissent des traces symboliques, qui contribuent à la qualité du produit. Cette dimension manque à l’alimentation industrielle, qui présente un déficit d’humanité, de socialité, et de culture. C’est là-dessus que se penche le marketing de l’agroalimentaire et de la grande distribution. Mais les emballages avec des visuels de grand-mères préparant le café ou de torchons à carreaux rouges ne compensent que partiellement l’image d’un produit alimentaire qui pousse sous les yeux de la communauté. On idéalise l’alimentation localisée, parce qu’elle représente un mode culturel dans lequel l’alimentation était centrale, faisant du lien social. »

Médiapart, février 2013.

<https://blogs.mediapart.fr/friture-mag/blog/130213/jean-pierre-poulain-sociologue-de-l-alimentation>



RESSOURCES

POUR LE DÉBAT



L'AGRICULTURE DURABLE

PAROLES



« À quoi ça sert de conserver un beau décor si les acteurs ne sont plus là ? Une petite structure engorge moins le marché. Autonome et économe, elle utilise moins d'énergie et respecte mieux l'environnement. Elle consomme moins de ces aides publiques qui n'ont pu empêcher la diminution de l'emploi agricole et favorisent la capitalisation, qui sera pénalisante à la transmission. Bien sûr, les aides restent légitimes, mais à condition de servir de levier aux changements qu'on attend de nous. »

Loïc Chauvin, producteur laitier en Mayenne

« C'est très important pour moi de montrer aux jeunes une image positive du métier et de pouvoir vivre en évitant le piège de l'accumulation des moyens de production qui est aujourd'hui monnaie courante en agriculture. »

Pierre-Yves Aignel, producteur laitier en Côtes d'Armor

« La conception descendante, avec en haut, celui qui sait et, en bas, le paysan qui exécute, est un système qui a été et qui est toujours efficace lorsqu'il s'agit de vulgariser un modèle de production. Lorsqu'il n'y a pas justement un modèle à promouvoir, mais qu'il y a à imaginer d'autres formes de production, l'avantage revient plutôt au groupe de base avec sa dynamique : on met en commun l'imagination, les expériences. Aujourd'hui, ces groupes de développement sont un espace de liberté pour inventer de nouveaux systèmes de production plus économes et plus durables. »

Jean-Yves Griot, ancien paysan en Mayenne, premier président du Réseau Agriculture Durable

« La recherche de l'autonomie dans la prise de décision et dans l'utilisation des intrants ; une approche globale de l'exploitation, afin de prendre en compte les dimensions environnementale et sociale de l'activité agricole ; le désir de maîtriser son développement et de participer au développement local de sa zone. Ces éleveurs considèrent qu'ils ont un rôle à jouer en termes d'aménagement du territoire et de revitalisation du milieu rural ; se sentir bien dans sa peau. »

Emmanuelle Boudier, ingénieur agronome

L'AGRICULTURE DURABLE : FAIRE MIEUX AVEC MOINS

UNE NOUVELLE APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE... ET ALIMENTAIRE.

Depuis plus d'une trentaine d'années, l'agriculture intensive ou « productiviste », connaît une crise profonde. Crise sociale avec en France la disparition annuelle de près de 30 000 exploitations agricoles : des 1 588 000 exploitations agricoles existantes en 1970, il n'en restait plus que 440 000 en 2016. « Des campagnes vidées par l'agro-industrie de leurs paysans perdent leur humanité tout autant que leur nature. »¹.

Nous assistons également à une crise écologique : pollution de l'eau, de l'air, des sols, destruction des écosystèmes avec toutes les conséquences que cela implique : inondations, tempêtes, etc. Et aussi uniformisation des paysages. Crise écologique indissociable d'une crise sanitaire, liée par exemple à l'emploi massif des engrais et des pesticides. Crise alimentaire enfin, avec la baisse de qualité des produits et des inégalités renforcées d'accès à l'alimentation.

Néanmoins, dès l'apparition des effets néfastes de l'agriculture intensive, des agriculteurs se sont mobilisés pour inventer d'autres modèles agricoles, comme l'Agriculture Durable, rendant possible la préservation d'une relation pérenne entre les sociétés et la nature.

L'Agriculture Durable est avant tout une démarche, un moyen de réflexion sur le devenir des fermes et plus largement sur la vie des campagnes de demain. Elle repose sur les trois piliers de la durabilité : une agriculture économiquement viable, socialement équitable, et écologiquement responsable.

Cela se traduit par des systèmes de production à taille humaine, liés au sol, économes en intrants comme en moyens de production, qui prouvent qu'il est désormais plus viable et vivable de produire autrement qu'en générant de l'exclusion sociale et en dégradant la qualité de l'eau, de l'air, du sol et des paysages.

Le réseau CIVAM rajoute que toute personne a droit à une alimentation saine et de qualité et que la gestion de l'espace et des modes de production doit être menée par tous les acteurs des territoires.

1. P. Rousset, « Se laisser questionner par l'enjeu écologique », in M. Löwy (coord.), *Écologie et Socialisme*, Syllepse, 2005, p. 118.

NOURRIR, PRÉSERVER, EMPLOYER LES FONCTIONS DE L'AGRICULTURE DURABLE

Le réseau CIVAM a créé le diagnostic de durabilité² afin d'animer la réflexion sur la durabilité d'un système de production. Il propose plusieurs indicateurs qui sont autant de portes d'entrée pour animer une mise en discussion des pratiques agricoles avec une approche globale.

LES SYSTÈMES DE PRODUCTION ÉCONOMES ET AUTONOMES

S'inscrire dans une démarche d'Agriculture Durable c'est changer de logique de production : rechercher l'efficacité économique, c'est-à-dire la création de valeur, plutôt que produire le plus possible par tous les moyens. Cela se traduit par des systèmes économes et autonomes, qui favorisent les processus biologiques pour produire des aliments de qualité et des activités viables et vivables.

Il s'agit de prendre en compte les 3 dimensions de la durabilité dans le système de production : économique, sociale, environnementale, sans oublier les impacts délocalisés par le système de production :

- en amont du fait des achats de biens et services pour l'activité de production : impacts fonciers, environnementaux, mais aussi sur les rapports sociaux de production.

- en aval du fait de la délégation des activités de transformation et de distribution pour aller jusqu'à l'alimentation des consommateurs.

L'AUTONOMIE DE DÉCISION DES AGRICULTEURS

Au cœur des systèmes de production, il y a des personnes, sur leur ferme, dans un territoire (environnement physique, climatique, naturel, socio professionnel, culturel...), dans un environnement plus global (filières, prix, normes, règles, politiques...). Il revient à chaque agriculteur de mettre en cohérence ses pratiques avec son contexte, trouver un équilibre entre les différentes dimensions de la durabilité de son système, son projet professionnel et son projet de vie.

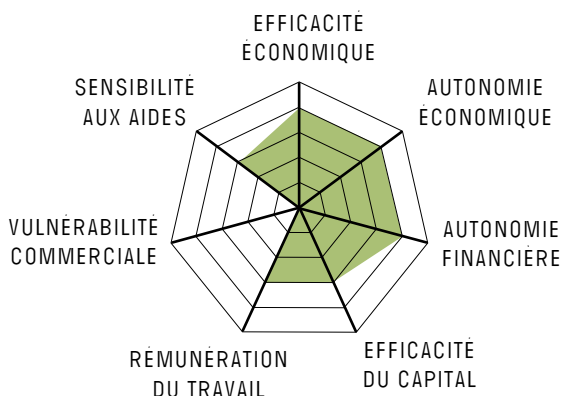
L'agriculture durable n'est donc pas une démarche injonctive sur les pratiques à mettre en œuvre, comme un label ou un cahier des charges (caractère statique). Elle vise à développer l'autonomie de décision des agriculteurs pour progresser sans cesse, se mettre en anticipation pour répondre aux défis du développement durable. ■

2. agriculture-durable.org
(> L'agriculture durable > Évaluer la durabilité).

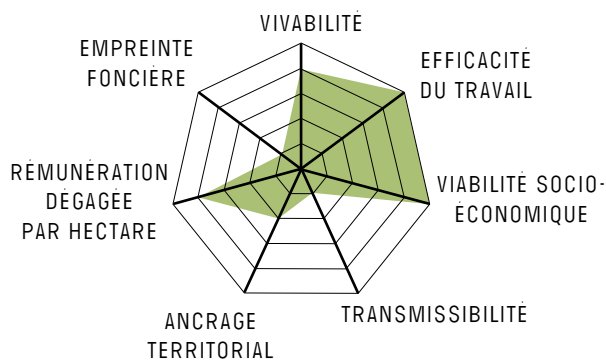
LE DIAGNOSTIC DE DURABILITÉ D'UN SYSTÈME DE PRODUCTION

Une ferme en bovin lait filière longue – Synthèse sous forme de « radars » d'un diagnostic de durabilité. Les 21 indicateurs permettent de balayer les différents aspects de la durabilité de la ferme³.

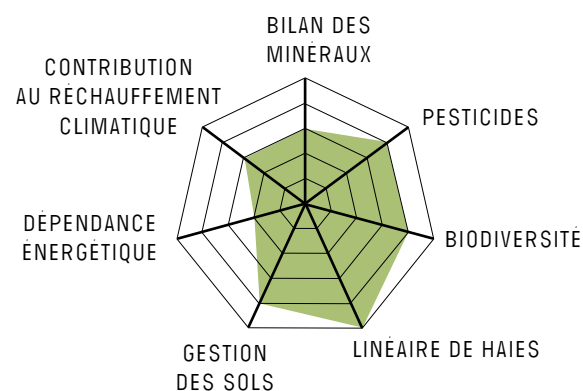
Durabilité économique



Durabilité sociale

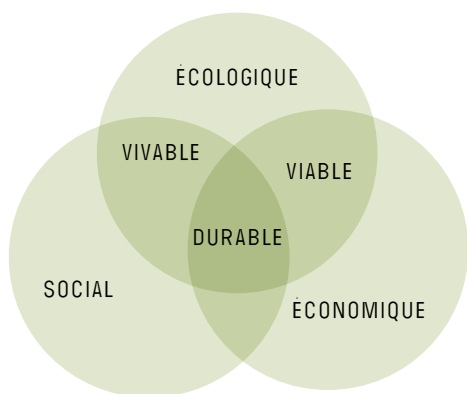


Durabilité environnementale



3. La prochaine version du diagnostic proposera une réflexion sur l'accessibilité des produits.

L'AGRICULTURE DURABLE



CHIFFRES (EN FRANCE)

- 150 kg/an/habitant de pertes et gaspillages de productions agricoles : 1/3 par la production, 1/3 par la transformation et la distribution, 1/3 par la consommation.
- 73 milliers de tonnes de produits phytos vendus en 2016, pour 2 882 produits différents.
- + 17,8% de recours aux produits phytos entre les périodes 2009-2011 et 2013-2015.
- 75% de l'alimentation mondiale basée sur douze plantes et cinq espèces animales.
- 100 races d'animaux de ferme ont disparu entre 2000 et 2014.
- 22 à 37% : la part de l'alimentation dans les émissions de gaz à effet de serre.

CGDD, 2018

POUR ALLER PLUS LOIN

Chiffres clefs

- **Environnement & agriculture. Les chiffres clés**, CGDD, Édition 2018. eaufrance.fr

Publications

- **À la recherche d'une agriculture durable, études de systèmes herbagers économes en Bretagne**, ALARD Valérie, BERANGER Claude, JOURNET Michel, Éditions INRA, 2006.
- **L'agro-écologie, bases scientifiques d'une agriculture alternative**, ALTIERI Miguel, Editions Debard, 1986.
- **Fonctionnement et performances économiques des systèmes de production agricole : une démarche à l'échelle régionale**, COCHET Hubert, DEVIENNE Sophie, *Cahiers Agriculture* n°6, nov-déc 2006.
- **Portraits de fermes**, Collectif « Pour une autre PAC ». pouruneautrepac.eu (> Les portraits)
- **Paysans de la parcelle à la planète**, DELEAGE Estelle, Éditions Syllepse. Socio-anthropologie du Réseau Agriculture Durable, 2004.
- **Analyser le fonctionnement d'une exploitation, Mémento de l'agronome**, DEVIENNE Sophie, WYBRECHT Bertrand, CIRAD, GRET, Ministère des Affaires étrangères, Paris, 2002, pp. 345-372.
- **Les projets de développement agricole, Manuel d'expertise**, DUFUMIER Marc, CTA, Karthala, Paris, 1996.
- **Des prairies et des hommes, Les systèmes herbagers économes du Bocage Poitevin : agro-écologie, création de richesse et emploi en élevage bovin**, GARAMBOIS Nadège, Thèse AgroParisTech, mai 2011.
- **Histoire des agricultures du Monde**, MAZOYER Marcel, ROUDART Laurence, Paris, Le Seuil (Ed.), 1997, 534 p.
- **Le Réseau Agriculture Durable des CIVAM, présentation ; systèmes économes et autonomes ; missions**. MORINEAU Jacques, Séminaire Grandes cultures économes, Palais du Luxembourg, Paris, 13/02/12. agriculture-durable.org
- **Pour une agriculture plus économe et plus autonome**, POLY Jacques, rapport INRA, polycopié, 1978, 65 p.

Ressources CIVAM - Réseau Agriculture Durable

- **Le diagnostic de durabilité**, agriculture-durable.org (L'agriculture durable > Évaluer la durabilité)
- **Les cahiers techniques**, agriculture-durable.org (> Ressources > Les cahiers techniques)
- **Les synthèses de l'observatoire technico-économique de systèmes herbagers**, agriculture-durable.org (> L'agriculture durable > L'observatoire technico-économique)
- **Produire autonome et économe : c'est bon pour l'environnement, le revenu, l'emploi. Un enjeu décisif en production laitière**, réédition augmentée, 2013.
- **Socle commun de la durabilité**, INPACT. agriculture-durable.org

Films

- **« Pourquoi/Comment produire économe et autonome »**, agriculture-durable.org (> Ressources > Les vidéos > Pourquoi, comment produire économe)
- **« On est passé à l'herbe »**, [youtube.com/watch?v=LZA1vEGz14Q](https://www.youtube.com/watch?v=LZA1vEGz14Q)

L'AIDE ALIMENTAIRE EN FRANCE

PAROLES



« On avait honte d'y aller. Enfin, mon père y allait parce que concrètement on en avait besoin [...] et nous, on essayait toujours de se trouver une excuse pour ne pas y aller avec lui. »

*Muriel Scribot dans le film Joseph Wresinski
50 ans de combat contre la misère, 2008*

« Au pauvre non-méritant on applique encore des techniques assistantielles, dissuasives, destinées à tester la réalité de ses besoins, la baisse des prestations devant aider les gens à s'en sortir, la mise au travail des bénéficiaires de l'aide sociale correspondant à une entreprise de moralisation. L'aide alimentaire, fortement stigmatisante pour les receveurs, même si elle s'avère aujourd'hui incontournable, ne fait qu'accroître cette tendance-là. »

Alain Clément, Faut-il nourrir les pauvres?, 2009

« La honte d'avoir faim [...] ne peut surgir que dans une société qui nie les principes de "production de la faim" sur laquelle elle repose. Seul l'examen des causes sociales de cette précarité alimentaire peut permettre d'en saisir toute l'ampleur. »

*Anne-Elène Delavigne et Karen Montaigne,
De la honte d'avoir faim dans un pays riche, 2008*

UN ANGLE DE VUE

En France, une personne sur cinq serait en situation d'insécurité alimentaire¹.

La principale réponse apportée à cette situation aujourd'hui est l'aide alimentaire : 5,5 millions de personnes y ont eu recours en France en 2018. Elle prend différentes formes : de la soupe populaire aux épiceries sociales, en passant par des colis alimentaires ou des chèques services et concerne des catégories très diverses de population : travailleurs pauvres, retraités, étudiants, familles monoparentales... et des agriculteurs²... Elle est assurée par de nombreuses associations, parmi lesquelles quatre grands réseaux (les Restaurants du cœur, la Croix rouge, le Secours populaire, les banques alimentaires) et une multitude de petites associations, sans oublier que de nombreuses structures d'hébergement social fournissent des repas³. Les dons en nature et le bénévolat y jouent un rôle prépondérant⁴.

Malgré cela, il subsiste des situations de non-recours⁵ et des « zones blanches » non desservies, notamment en milieu rural⁶.

Mais au-delà de l'aide d'urgence, le recours à l'aide alimentaire s'inscrit bien souvent dans le temps (1 ménage sur 2 y a recours depuis plus de 2 ans et 1 ménage sur 4 depuis plus de 5 ans⁷, posant alors de nouveaux enjeux.

En effet, les produits disponibles ne permettent pas toujours d'assurer l'équilibre alimentaire, comme le montrent les travaux sur la santé des bénéficiaires de l'aide alimentaire⁸, ni de satisfaire les préférences alimentaires des bénéficiaires, les aliments étant le plus souvent non choisis et leur qualité jugée mauvaise. Une précarité alimentaire qui s'inscrit dans la durée fragilise également les fonctions sociales, parentales, conviviales de l'alimentation⁹.

1. Baromètre de la pauvreté Ipsos/Secours populaire, sept. 2018.

2. Paturel Dominique, Marajo-Petitzon Élodie et Chiffolleau Yuna, La précarité alimentaire des agriculteurs, Pour 2015/1 (n° 225), pages 77 à 81.

3. CNA, 2012 / DGCS, 2016.

4. Sénat, 2018.

5. AREAS-ORS, 2017.

6. Guide pratique « Gérer et Animer une aide alimentaire en milieu rural », Banques alimentaire et Fondation Avril, 2018.

7. Étude Abena 2, 2011-2012.

8. Idem.

9. ATD Quart Monde, 2014.

Elle interroge la fonction citoyenne de l'alimentation : quelle place dans la société pour quelqu'un qui ne parvient pas à subvenir lui-même à ses besoins ?

Le caractère disqualifiant ou stigmatisant du don alimentaire est souvent mis en avant par ceux qui y ont recours¹. Il est lié au processus de don sans contrepartie², mais aussi à l'itinéraire des produits qui arrivent à l'aide alimentaire en bout de chaîne, ses consommateurs se trouvant associés à des produits « déclassés », « au rebut »³. Source de stigmatisation également, les contrôles qui permettent de déterminer qui a droit à l'aide, réalisés généralement par des bénévoles, sont souvent vécus comme trop intrusifs par les bénéficiaires⁴. Ainsi, c'est souvent un sentiment de honte qui domine. Du côté des bénévoles, l'inscription de l'aide dans la durée démobilise, de l'animosité peut même se développer vis-à-vis des bénéficiaires qui n'investissent pas la relation d'aide et traduiraient l'absence de volonté de « s'en sortir »⁵.

Ainsi, autour de la précarité alimentaire et de son seul recours, l'aide alimentaire, s'exercent des formes de violences symboliques, mais aussi physiques, l'aliment étant indissociable du corps⁶.

CHIFFRES (EN FRANCE)

- **1 personne sur 5 en situation d'insécurité alimentaire en France aujourd'hui.** – IPSOS
- **5,5 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire en 2018, c'est deux fois plus qu'en 2008.** – DGCS
- **1 bénéficiaire sur 5 a recours à l'aide alimentaire depuis plus de 5 ans.** – ABENA
- **200 000 bénévoles associatifs dans les dispositifs d'aide alimentaire** – Sénat
- **465 millions d'euros, c'est l'argent public investi chaque année dans l'aide alimentaire, via le FEAD, les subventions nationales, l'aide des CCAS-CIAS et la défiscalisation.**

– Sénat

QUEL EST LE COÛT AUJOURD'HUI DE L'AIDE ALIMENTAIRE ?

Un rapport du sénat de 2018 l'estime à 1,5 milliards d'euros par an, dont un tiers correspond aux dons en nature et un tiers au bénévolat. Le dernier tiers, soit 465 M€, correspond à l'argent public injecté dans l'aide alimentaire :

• **73 millions d'euros** proviennent chaque année du Programme Européen d'Aide aux plus Démunis (PEAD) et sont orientés vers les 4 grands opérateurs de l'aide alimentaire (les Restos du coeur, la Croix rouge, le Secours populaire, les banques alimentaires). Ils permettent l'achat de denrées via un système d'appel d'offres contrôlé par l'État⁷.

• **52 millions** correspondent aux subventions nationales, notamment vers les épiceries sociales, et à l'aide alimentaire déconcentrée.

• L'aide fournie par les CCAS et CIAS est évaluée à **122 millions d'euros**.

• **Le reste, soit 218 millions d'euros**, correspond aux réductions d'impôts aux particuliers et entreprises ayant réalisé des dons aux associations œuvrant dans le domaine de l'aide alimentaire. Ce dernier chiffre étant une estimation réalisée par les rapporteurs⁸.

LA POLITIQUE D'AIDE ALIMENTAIRE EST-ELLE EFFICACE ?

Oui, au regard du Sénat, puisque l'« effet multiplicateur » est important, chaque euro investi entraînant, grâce au bénévolat et aux dons, un service qui lui est bien supérieur...

Cependant, s'il n'est pas question de priver ceux qui en dépendent d'une aide aujourd'hui nécessaire, le coût faramineux d'une politique « en bout de chaîne », qui pallie un problème de répartition déjà enclanché, interroge. Comment expliquer que le système alimentaire en France ne parvienne pas à nourrir tout le monde ? En quoi l'aide alimentaire, est-elle aujourd'hui devenue constitutive d'un modèle de production non durable, permettant d'écouler les surplus ? Comment penser en termes d'accès a priori et non d'aide a posteriori ? Comment garantir un droit à l'alimentation ? Quel est le rôle de l'État ? ■

1. ATD, 2014.

2. Voir *Don*, p. 74.

3. Voir *Gaspiillage alimentaire*, p. 80.

4. ATD, 2014.

5. DGCS, 2018.

6. Voir *Violences alimentaires*, p. 106.

7. Voir *Analyse CEP*, 2015.

8. Le rapport de l'IGAS de 2019 estime plutôt la dépense fiscale à 360 M€, et rappelle que c'est le principal montant de financement public dédié à l'aide alimentaire. Or précise l'IGAS « l'État est en matière un payeur aveugle » car la dépense fiscale n'est pas ciblée et son suivi est difficile.

POUR ALLER PLUS LOIN

Recours à l'aide alimentaire : état des lieux (rapports et études statistiques)

- **Aide alimentaire et accès à l'alimentation des populations démunies en France**, CNA, Avis n° 72, mars 2012.
- **Alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire**, Étude Abena 2, 2011-2012.
- **Étude individuelle nationale des consommations alimentaires 3 (INCA 3)**, Avis de l'Anses, Rapport d'expertise collective, juin 2017, Édition scientifique, p. 89. anses.fr
- **Étude portant sur les modalités de distribution de l'aide alimentaire et d'accompagnement aux personnes développées dans ce cadre**, DGCS, novembre 2016.
- **Inégalités et alimentation, besoins et attentes des personnes en situation d'insécurité alimentaire**, Centre d'études et de prospective (CEP) du ministère de l'Agriculture, Analyse n° 78, avril 2015.
- **Le non recours et le renoncement à l'aide alimentaire**, AREAS, ORS, 2017.
- **Aide alimentaire : un dispositif vital, un financement menacé?** Un modèle associatif fondé sur le bénévolat à préserver, Rapport d'information de BAZIN Arnaud et BOCQUET Éric, fait au nom de la commission des finances, Sénat, déposé le 10/10/18.
- **La lutte contre la précarité alimentaire, Évolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique**, Rapport de LE MORVAN Frank et WANECQ Thomas, Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS), décembre 2019.

Aide alimentaire : regards sociologiques et historiques

- **De la honte d'avoir faim dans un pays riche**, DELAVIGNE Anne-Elène et MONTAGNE Karen, in *Anthropology of food*, Dossier « Manger pour vivre » 06/09/08, mis en ligne le 6 septembre 2012, consulté le 21 janvier 2019. journals.openedition.org
- **Une solidarité en miettes, socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours**, LE CROM Jean-Pierre, RETIÈRE Jean-Noël, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2018, p166-167.
- **Faut-il nourrir les pauvres?**, Alain Clément, *Anthropology of food*, 06/09/08, mis en ligne le 06/09/12, consulté le 21/01/19. journals.openedition.org
- **De l'évergétisme antique aux Restaurants du cœur : État et associations dans l'histoire du secours alimentaire**, CLÉMENT, Alain, *Revue internationale de l'économie sociale*, n° 279, 2001, p. 26-43. doi.org
- **L'aide alimentaire au cœur des inégalités**, NIEUWENHUYTS Céline, HUBERT Hugues-Olivier, Logiques sociales, sociologie travail social pauvreté, 2010 (Belgique).
- **Aide alimentaire. Les protections sociales en jeu**, MYAUX Déborah (dir.), Louvain-la-Neuve, Éditions Academia, 2019, 236 p.
- **Se nourrir quand on est pauvre, analyse et ressenti de personnes en situation de précarité**, ATD Quart Monde, mars 2014.



Réseau CIVAM remercie chaleureusement tous les partenaires du projet Accessible, dont les échanges, les réflexions, les questionnements ont donné corps à ce document / **Un grand merci au Groupe de Travail « Autodiagnostic »** qui a coordonné les travaux et donné à l'outil sa forme actuelle: Bénédicte Bonzi, Anne-Emmanuelle Fiamor, Agnès Terrieux, Bernard Mondy, Cathy Bousquet, Mathieu Dalmais, Jean-Claude Balbot, Romain Dieulot, Mélanie Théodore / **Merci aux partenaires locaux** qui ont participé activement à la réalisation de l'outil et réalisé les premiers tests sur le terrain: le CIVAM du Finistère et les Cabas des Champs, Les Paniers Marseillais, le Palais de la femme, la FRCIVAM Auvergne et le GESRA, la FRCIVAM Occitanie, le CIAS d'Aunis Sud / **Pour leurs relectures, leurs contributions et leur soutien**, merci à Viviane Tirlicien, Aquilina Ferreira, Magali Ramel, Nicole Darmon, Patrick Bougeard, Lucie Chartier, Pascal Aubrée, Goulven Le Bahers, Anne Balbot, David Fimat / **Merci également à** Mathilde Douillet, Danièle Saint-Louboué, Chloé Marie, Coline Aquilina.

Ce document a été financé et soutenu par le Ministère de l'agriculture (AAP Casdar Innovation et Partenariat 2015) et la Fondation Daniel et Nina Carasso / **Graphisme:** Claire Robert / **Impression:** Imprimerie Le Galliard / **Photos:** © Réseau CIVAM / Janvier 2020 / **Contact:** accessible@civam.org



ACCESSIBLE



ACCESSIBLE, INITIATIVES POUR UN ACCÈS À L'ALIMENTATION DE QUALITÉ ET DURABLE POUR TOUS, EST UN PROJET DE RECHERCHE-ACTION PILOTÉ PAR RÉSEAU CIVAM (2016-2019). SA FINALITÉ EST DE FAVORISER L'ACCÈS, AUTONOME ET NON STIGMATISANT, DE TOUS À UNE ALIMENTATION SÛRE, DIVERSIFIÉE, EN QUANTITÉ SUFFISANTE, DE BONNE QUALITÉ GUSTATIVE ET NUTRITIONNELLE, ET PRODUITE DANS DES CONDITIONS SOCIALEMENT, ÉCONOMIQUEMENT ET ÉCOLOGIQUEMENT DURABLES.



CIVAM.ORG

ISBN : 979-10-97399-07-8 **15€**



9 791097 399078